Revue Internationale du Chercheur
ISSN: 2726-5889
Volume 4 : Numéro 4

Bouleversement sur la politique internationale d'intervention militaire en Afrique : vers l'inéluctable hégémonie de la fédération de Russie ?

Upheaval in the international policy of military intervention in Africa: towards the inevitable hegemony of the Russian Federation?

Jackson Mukulu

Politologue, assistant-enseignant

Département des Sciences Politiques et Administratives

Université de Kinshasa – RDC

jacksonmukulu291@gmail.com

Date de soumission : 12/09/2023

Date d'acceptation : 11/12/2023

Pour citer cet article :

Jackson. M. (2023) «Bouleversement sur la politique internationale d'intervention militaire en Afrique : vers l'inéluctable hégémonie de la fédération de Russie ?», Revue Internationale du chercheur «Volume 4 : Numéro 4» pp : 793-819

Résumé

L'épineuse question de la sécurité est l'un des fléaux qui gangrènent l'Afrique. Les conflits armés qui ont décimé les pays africains il y a plus de deux décennies et le système sécuritaire vétuste africain, ont amplement montré la nécessité d'une intervention militaire étrangère. De ce fait, deux camps s'opposent – d'un côté il y a les puissances occidentales et les forces onusiennes qui ont toujours joué le rôle de premier plan – en matière de coopération militaro-sécuritaire, et de l'autre côté on est en face des puissances émergentes dont la fédération de Russie, lesquelles qui veulent changer la donne. Car derrière cette présence militaire se cache la bataille des intérêts économico-politique, dans une Afrique en pleine mutation. A cet effet, la présente étude fait une analyse sur cette présence militaire sur le sol africain, la montée en puissance de la fédération de Russie sur le plan géopolitique notamment en Afrique avec un accent particulier dans l'intervention militaire, dont son hégémonie semble être inéluctable. Cet article vise à attirer l'attention des pays africains sur la qualité de leur appareil sécuritaire respectif, afin de sortir de ce carcan de dépendance militaire vis-à-vis des grandes puissances occidentales.

Mots clés : bouleversement ; intervention militaire ; hégémonie ; conflit armé ; coopération

Abstract

The thorny question of security is one of the scourges plaguing Africa. The armed conflicts that decimated African countries more than two decades ago and the antiquated African security system have amply demonstrated need for foreign military intervention. As a result, two camps are opposed - on the one hand there are the Western powers and UN forces which have always played the leading role – in terms of military-security cooperation, and on the other side we are facing emerging powers including the Russian Federation, who want to change the situation. Because behind this military presence lies the battle of economic-political interests, in a rapidly changing Africa. To this end, the present study makes an analysis of this military presence on African soil, the rise in power of the Russian Federation on the geopolitical level particularly in Africa with a particular emphasis on military intervention, of which its hegemony seems to be inevitable. This article aims to draw the attention of African countries to the quality of their respective security apparatus, in order to escape from this straitjacket of military dependence on the great western powers.

Keywords: upheaval; military intervention; hegemony; armed conflict; cooperation

Introduction

La question de la sécurité a longtemps été l'un des fléaux qui rongent l'Afrique. Il y a plus de deux décennies que le continent africain connaît une ascension fulgurante de l'insécurité sur son territoire - Cette situation délétère constitue non seulement un problème à résoudre mais aussi un frein pour son développement.

De par les ressources naturelles qu'elle possède, l'Afrique est devenue un centre névralgique du conflit entre différents groupes armés – lequel se déroule dans la plupart de cas, dans les zones très stratégiques remplies des richesses naturelles les plus recherchées au monde, surtout avec la montée en puissance de la nouvelle technologie. C'est le cas du cobalt de la RDC, du l'uranium du Niger, du pétrole du Nigeria, de l'or du Mali, du pétrole de la Libye etc.

Au tour de ce cobalt de la RDC, différents acteurs globaux, les sociétés multinationales, les monstres froids, plus froids que les monstres froids eux-mêmes se pointent. Le cobalt de la RDC attire ostensiblement leur attention, nourriture stratégique de la transition énergétique (Benjamin MWADI, 2020).

La quasi-totalité des les violations des droits fondamentaux en Afrique, spécifiquement dans la région des Grands Lacs ont une corrélation avec le commerce des minerais au niveau mondial.

Les conflits armés en Afrique sont alimentés par plusieurs acteurs, entre autres les entreprises comme l'indique BHR que les entreprises, peuvent contribuer à un conflit armé de trois manières principales. Premièrement, les opérations commerciales pourraient exacerber les conditions préalables aux conflits armés telles que la pauvreté ou le sentiment d'exclusion, lorsque les communautés locales perçoivent qu'elles ne bénéficient pas des ressources locales. Deuxièmement, les opérations commerciales peuvent fournir un financement aux parties au conflit. Troisièmement, les entreprises peuvent agir en tant que complices, en particulier lorsqu'elles tirent profit du conflit. [1]

De ces combats découlent des massacres humains, l'enrôlement des enfants soldats, les violences faites aux femmes, des déplacements des populations au niveau interne et externe, les pillages des biens des populations etc.

[1] BHR, business and human rights/Africa

La présence de ces groupes armés n'est pas le fruit du hasard, cela se justifie par un système sécuritaire qui reste à désirer, notamment par manque d'équipements adéquates, d'un personnel mal formé, moins motivé, non professionnel etc. L'Ubignité des acteurs liés aux conflits armés rend la tâche difficile aux Etats. Mais aussi la fluidité et la porosité des frontières.

En vue de pallier à ce dilemme, outre les organismes sous régionaux tels que la CEDEAO, la SADEC, La CIRGL, etc. des organismes régionaux tel que l'Union Africaine (UA), qui militent pour endiguer cette situation d'insécurité, les pays africains ont dû faire appel aux forces militaires étrangères, à l'occurrence de la France, des Etats-Unis, des Nations Unies, de la fédération de Russie et autres.

Dans cette optique des troupes étrangères ont été déployées sur le sol africain. Après un long moment sur le continent africain de cette présence militaire étrangère, la situation sécuritaire ne s'améliore pas et suscite des interrogations au sein des institutions africaines et même au sein de la population. La montée du ressentiment anti-français dans la majorité des pays du Sahel en témoigne plus.

Outre le sentiment anti-français, il y a également les manifestations de la population africaine contre la présence de l'ONU, notamment à l'Est de la RDC, au Mali, et dans d'autres villes africaines.

Suite à ce bilan qui semble être mitigé et le dégoût de la population vis-à-vis de cette présence militaire étrangère, les gouvernants africains ont manifesté leur volonté de s'en débarrasser – Et tisser ainsi des nouvelles coopérations militaires internationales, entre autres avec la fédération de Russie. Cette position actuelle de Moscou, semble être une hégémonie sur le plan d'intervention militaire en Afrique.

A cet effet, quelques questions tournent au tour de cette réflexion auxquelles nous tenterons de répondre :

Pour quoi le sentiment anti-français ?

Que retenir de la présence militaire étrangère en Afrique ?
La fédération de Russie peut-elle devenir un partenaire indispensable de l'Afrique en matière de coopération militaire ?

Vers l'inéluctable hégémonie de la fédération de Russie sur l'intervention militaire internationale en Afrique ?

Que doivent faire les pays africains afin de sortir de ce carcan de dépendance militaire ?

Pour élaborer ce travail nous avons recouru à la recherche documentaire, ainsi des ouvrages, des articles scientifiques, des rapports des organismes, ont été consultés.

Pour mieux répondre aux différentes questions évoquées ci-haut, des points suivants seront abordés :

Contexte d'intervention des forces onusiennes en Afrique, **De la présence militaire des anciennes puissances coloniales en Afrique (de la France et des Etats-Unis),**

Vers une hégémonie de la Fédération de Russie dans l'intervention militaire internationale en Afrique ? Coopération militaire entre la Russie et l'Afrique, Wagner au service du gouvernement Russe ? Et Services militaires contre dividendes économiques.

1. Contexte d'intervention des forces onusiennes en Afrique

A sa genèse, l'organisation des nations unies (ONU) a été créée dans le but de maintenir la stabilité dans le monde entier – ainsi les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont destinées à aider les pays ravagés par les conflits armés, en vue d'un retour de la paix et d'une consolidation ultérieure de celle-ci.

Après les indépendances la majorité des pays africains a été plongée dans des crises sécuritaires sans précèdent. Cela ont poussé les nations unies d'intervenir sur le continent.

En RDC, suite au génocide Rwandais en 1994 et la fin du régime de Mobutu en 1997, la RDC entra dans une période d'instabilité et de conflits sanglants. En effet, l'arrivée en masse des réfugiés Hutu a considérablement déstabilisée la situation sécuritaire en RDC, notamment à l'Est du pays dans où les tensions ethniques ont été exacerbées (Clark 2011, 367).

L'évincement de Mobutu au pouvoir et l'arrivée du mouvement de l'AFDL avec en tête L.D Kabila, la situation sécuritaire était restée la même. Les antagonismes intérieurs sont entrés en résonance avec les convoitises extérieures (willane, 2007).

Plusieurs groupes et milices étrangers provenant des pays frontaliers, travaillant en connivence avec les groupes armés locaux ont fait de l'Est de la RDC un terrain d'affrontements acharnés.

En juillet 1999, l'accord de Lusaka avait consacré un cessez-le-feu entre les belligérants (RDC, Ouganda, Rwanda, Namibie, Angola, Zimbabwe et groupes rebelles du MLC et RCD) et proposait l'envoi d'une mission onusienne pour stabiliser la situation et assurer la protection des civils. C'est dans ce contexte que la mission d'observation des nations unies au Congo (MONUC), aujourd'hui devenue Monusco en 2010 fut créée le 30 Novembre 1999 à la suite de la résolution 1279 du conseil de sécurité de l'ONU. En 2010, la Monusco comptait 20819 casques bleus, ce qui en fait la plus vaste des opérations de maintien de la paix à l'échelle mondiale (Clark et al. 2011, Zeebroek et al. 2011, Zeebroek et al. 201).

Au Mali, comme tous les pays anciennement colonisés, l'Etat malien a hérité de réalités politiques non favorables à une cohérence de son ensemble territorial. Il faudra y ajouter le facteur ethnique qui n'a pu faciliter l'intégration harmonieuse de toutes les composantes de l'Etat. La crise malienne est marquée par la manière dont l'Etat a été anéanti. C'est le 17 janvier 2012 qu'une rébellion armée a réussi à chasser les forces maliennes du Nord du pays. Un coup d'Etat déposait le président Amadou Toumani Touré (ATT) dès le 22 mars. La conjonction de ces évènements a enfoncé le Mali dans une profonde crise menaçant les équilibres politiques à l'intérieur mais aussi la sécurité dans la région. Dès le déclenchement de la crise malienne s'est posée la question d'une intervention armée extérieure avec ses risques et incertitudes (Sambe, 2020).

C'est dans ce contexte de crise sécuritaire que sous l'initiative de la France, le conseil de sécurité a pris la résolution 2100 autorisa la création d'une mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilité au Mali (MINUSMA).

Au moment où nous écrivions les dernières phrases de cet article les autorités maliennes de transition ont demandé le départ de la MINUSMA estimant qu'elle a échoué.

Depuis la nuit des temps, en République Centrafrique les coups d'Etats étaient érigé comme mode d'accession au pouvoir suite un manque d'institutions démocratiques. Laquelle pratique a fait sombrée le pays dans des crises politiques, sécuritaires, économiques et sociales inédites.
Dans les années 2000, les conflits locaux ont commencé à devenir plus ouvertement religieux entre les musulmans et chrétiens. Les groupements anti-balaka principalement chrétiens et animistes,

vaguement alliés et structurés, se sont finalement unis à la coalition Séléka plus organisée hiérarchiquement et principalement musulman. Bien qu'initialement la Séléka ne cherchait qu'à recruter des personnes résidant dans l'Est marginalisé du pays, la coalition a sombré dans la violence. En décembre 2012, la Séléka a quitté le Nord du pays pour prendre Banqui, faisant un carnage. Par la suite, en mars 2013 elle a installé un nouveau dictateur au pouvoir, Michel Djotodia. Lui qui n'a jamais réussi à asseoir son emprise sur l'ensemble de la nation et a donc fait régner un climat d'incertitude, décrit l'institut norvégien des relations internationales (institut norvégien, 2020).

La République Centrafrique a vécu en 2014 un génocide similaire è celui du Rwanda. D'une part, il y avait les anti-Balaka qui voulaient coûte que coûte se venger de la Séléka et d'autre part on était en face des tueries des membres de la communauté musulmane.

Pour mettre fin à ces massacres qui ont secoué la capitale Bangui et l'ensemble du pays, en 2014 le conseil de sécurité des Nations unies a créé la mission multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) sous la résolution 2149.

Partout dans le monde les crises sécuritaires ont toujours ralenti l'élan du développement. C'est dans cette optique que l'organisation nations unies (ONU), milite pour préserver la paix, éviter que les conflits prennent une autre dimension et renforcer la sécurité internationale.

La mission de paix de l'ONU, dans l'accomplissement de ses objectifs s'enlise à une multitude d'obstacles – d'un côté il y a la diminution de la crédibilité au sein des populations locales qui supputent, qu'elle serait à l'origine de l'insécurité afin de piller les richesses naturelles de leurs pays respectifs en complicité avec les groupes armés, comme le démontre les manifestations des populations contre la présence onusienne en Afrique, notamment en RDC, au Mali, etc. De l'autre côté la méfiance de la classe politique, qui manifeste la ferme volonté de tisser d'autres coopérations militaires. Car nonobstant l'intervention de l'ONU la situation sécuritaire en Afrique jusqu'à preuve du contraire demeure alarmante. Plusieurs facteurs endogènes et exogènes justifient ce bilan mitigé.

Gérard Birantamije, relève notamment le caractère paradoxale de la présence des Etats fragiles dans l'intervention des forces onusiennes. « Sans entrer dans une description fine de chacune de ces modalités d'interventions, le paradoxe qui constitue par ailleurs notre questionnement principal

reste l'intervention des Etats fragiles dans de telles opérations pour la cause de la paix. Il nous reste tout de même énigmatique *qu'un Etat fragile, avec la lourdeur de cette qualification, participe aux activités de maintien de la Paix des autres Etats fragiles*. Sur le plan sécuritaire les Etats fragiles sont des Etats qui se cherchent encore, leurs appareils de sécurité sont parfois plus fragiles que les Etats dans lesquels ils sont conviés à intervenir. Comment comprendre dès lors que des Etats comme le Burundi, la RDC, la Sierra Léone peuvent devenir des contributeurs convoités des troupes pour ces opérations africaines de maintien de la paix ? Comment comprendre que la communauté internationale qui participe à la reconstruction de ces Etats fragiles accepte que ces derniers exportent une expertise quasi inexistante ou à peine consolidée ? » (Gérard, 2015).

Dans ce contexte élucidé ci-haut, la mission paix de l'ONU a intervenue et continue d'intervenir dans les pays africains victimes des agressions rebelles. La liste des Etats africains dans lesquels les forces onusiennes ont intervenu n'est pas exhaustive. Et le questionnement sur son bilan reste à l'ordre du jour.

2. De la présence militaire des anciennes puissances coloniales en Afrique

La décolonisation n'a pas coupé le cordon ombilical entre le continent africain et les puissances coloniales – et cela notamment dans le domaine sécuritaire. Bien qu'il y ait une multitude d'anciennes puissances coloniales, un accent particulier sera porté sur la France et les Etats-Unis compte tenu de leur influence sur l'Afrique.

La France et les Etats-Unis comptent parmi les chefs de file de l'intervention militaire. Cela s'explique non seulement par les intérêts relativement élevés à travers le monde, par des capacités militaires importantes, mais aussi par la volonté quasi générale de leurs chefs d'Etats de recourir à la force armée. Toutefois, au regard du contexte, les interventions militaires françaises et américaines sont de nature sensiblement différent et répondent à un large éventail de situations (Stephen, 2018).

2.1. Des forces militaires Françaises sur le continent africain

Des toutes les crises sécuritaires qu'a connu l'Afrique, la France a eu à participer de façon directe ou indirecte. Dans cette partie nous allons se focaliser sur le cas du Mali, de la Lybie et de la RCA.

Le Mali, est un pays de l'Afrique de l'Ouest, deux fois plus grand que la France, mais également l'un des Etats les plus pauvres sur la planète.

Connu pour sa corruption, il dépendait d'un système de népotisme crée par le président déchu Amadou Toumani Touré de 2002 à 2012, à travers lequel l'élite politique s'est enrichie. Malgré le programme des forces d'opérations spéciales mis en place par les Etats – Unis, la France et l'Allemagne pour créer une force militaire a vocation antiterroriste, les forces militaires maliennes ont été vaincue et forcée par les djihadistes d'évacuer 60 pour cent du pays dans sa partie Nord au printemps 2012 (Stephane, 2015).

Face à cette montée des djihadistes dans le pays, le gouvernement malien va solliciter une aide militaire auprès de la France. C'est ainsi qu'en janvier 2013 le Président Français de l'époque, François Hollande lança l'opération Serval avec comme objectif premier de mettre hors état de nuire les groupes armés islamistes occupant le Nord du Mali, afin de restaurer l'autorité de l'Etat dans tout le territoire national.

Le bilan de l'opération Serval a été en grande partie positif. Quelques mois après le lancement de la campagne, alors que le déploiement des forces françaises et Tchadiennes est achevé le bilan est établi. Au plan tactique, les unités djihadistes ont été démilitarisées de vive force par des attaques aériennes d'usure, l'investissement d'une partie des sanctuaires (Adrar des Ifoghas, Boucle du Niger), une surveillance accrue des frontières algériennes et mauritaniennes, au plan opératif, le dispositif inter-organisationnel patiemment tissé par QMI et ses acolytes du MUJAO et Ansar Eddine s'est désagrégé, au plan stratégique, les principales villes du Mali, dont la capitale, sont hors d'atteinte d'une occupation des djihadistes, note FRS[2].

Parmi les objectifs poursuivis lors du lancement de l'opération Serval, étaient notamment la restauration de l'autorité de l'Etat malien sur l'ensemble du territoire national ont été atteints d'une manière ou d'une autre.

Après le succès enregistré par l'opération Serval, le Mali s'est plongé de nouveau dans une crise sécuritaire – cela a fait naitre une autre opération d'intervention militaire dénommée Barkhane avec une différence, celle-ci sa mission s'étendait au-delà des frontières maliennes. Cette opération

[2] Fondation pour la recherche stratégique, *Serval bilan et perspectives, juin 2013, p.2.*

Française et ses alliés avait adopté une approche régionale, couvrant ainsi cinq pays du sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et le Tchad).

Contrairement à l'opération Serval, les forces Françaises n'ont pas parvenu à éradiquer le terrorisme dans l'ensemble du Sahel. Alors que la montée en puissance des terroristes dans la région bat son plein.

L'échec de l'opération Barkhane a suscité un mécontentement au sein de la population mais aussi dans la classe dirigeante – provoquant ainsi l'assentiment anti français. Dans la foulée plusieurs manifestations ont eu lieu.

Le vent du soulèvement populaire du printemps qui avait secoué le monde arabe en 2011, n'a pas épargné le régime libyen de Mouammar Kadhafi.

Le 19 mars 2011, plusieurs Etats membres de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), parmi lesquels les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont lancé une campagne militaire sous la forme d'attaques aériennes et maritimes contre les forces du Colonel Mouammar kadhafi. Ces attaques ont fait suite à l'adoption de la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité des Nations Unies, le 17 mars 2011, laquelle autorisait les Etats membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamarihiriya arabe libyenne et instaurait une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye (Amnesty international, 2012).

La France tout comme les autres membres a intervenu militairement dans le cadre de l'opération « Unified Protector ». La France et le Royaume-Uni se sont imposés après les premières frappes conduites par les forces armées américaines comme les deux principaux Etats impliqués dans l'opération Unified Protector.

L'implication de Paris dans la crise Libyenne de 2011 a été manifestée par la ferme volonté de l'ancien Président français ; Nicolas Sarkozy qui ne jurait qu'à la chute du régime de l'homme fort de Tripoli en vue d'une prétendue instauration de la démocratie.

L'intervention militaire en Libye a fait couler d'encre, provoquant ainsi des conséquences géopolitiques tant positives et que négatives.

L'impact géopolitique de la crise libyenne a suscité en revanche bien davantage d'intérêt outre-Atlantique. L'ouvrage de Maximilian Forta (Scouching towards Sirte : NATO'S war on Libya and Africa, USA, baraka books, 2012, 341 p.) décortique de manière équilibrée les avancés pour justifier les opérations militaires, mais aussi les mythes qui en ont résulté et leurs conséquences (IRSEM, 2013).

L'effondrement de la Libye a eu un impact sur la crise sécuritaire qui sévit actuellement dans la région du Sahel, plus particulièrement au Mali avec la recrudescence du terrorisme.

L'intervention militaire des membres de l'OTAN dont faisait partie la France en Libye a causée des pertes de vies humaines énormes. D'ailleurs le rapport d'Amnesty international sur les victimes de ces atrocités dans les différentes villes en témoigne plus.

Le 19 juin 2011, vers 1h30 du matin, la maison de Mukhtar al Gharari, située dans un secteur à forte densité de constructions du quartier Souq al Jumaa de Tripoli, a été frappée. Cinq membres de la famille sont morts et huit autres ont été blessés. Les victimes tuées par la frappe étaient : Faraj, le fils de Mukhtar al Gharari, agé de 48 ans, Karima sa fille âgé de 38 ans, son mari Abdallah Nimr Shihab, 44 ans, et leurs deux enfants, Jomana et Khaled, respectivement âgés de deux ans et sept mois. Les membres survivants de la famille au moment de l'attaque et ceux qui ont été tués dormaient à l'étage supérieur (Amnesty international, 2012).

L'opération menée par les membres de l'OTAN en sol libyen a conduit à la mort du Colonel Kadhafi et la fin de son règne. Nonobstant cette opération ; jusqu'aujourd'hui la paix tant souhaitée par les acteurs internationaux dont la République Française n'a pas toujours été instaurée, au contraire le pays s'est plongé dans une crise sécuritaire inédite.

La Centrafrique, fait partie des pays oubliés du continent africain, dont l'on attire l'attention que lorsqu'il s'agit de catastrophe naturelle, de guerre, de coup d'Etat, etc.

Roland Marchal, fait un constat selon lequel depuis 2012 la République centrafricaine est confrontée à une crise proprement existentielle, au-delà d'affrontements armés meurtriers, qui n'en sont que le symptôme. Cette crise ne porte pas seulement sur l'identité des dirigeants du pays : elle concerne le lien social, l'acceptation qui pendant des décennies a permis aux uns et aux autres de coexister et de reconnaitre à chacun le même statut citoyen (Roland, 2023).

Les violations se sont exacerbées dans l'ensemble du pays suite à l'émergence des milices telles que Séléka et anti-balaka, qui aboutira à des massacres, des pillages et tant d'autres dégâts.

Dans le but de mettre hors état de nuire ces groupes de milices qui semaient la désolation sur le sol centrafricain, l'ancien Président français François Hollande avait lancé un appel au conseil de sécurité pour une éventuelle action commune afin de venir au secours de la Centrafrique. Suite au cri d'alarme de la France, le conseil de sécurité adopta à l'unanimité la résolution 2127, dont le pouvoir de Paris tenait le commandement des opérations. C'est dans ce contexte que l'opération Sangaris va naitre.

Les résultats escomptés de cette opération ont balisé la route à une transition politique jusqu'à l'organisation des élections, qui ont abouti à l'élection du Président Faustin Archange Touadera, en 2016.

Cette opération militaire a pris fin le 31 octobre 2016. Ainsi le bilan étant mitigé n'a pas fait l'unanimité au sein de l'opinion publique.

En dépit des opérations de toutes formes menées par les forces françaises en Afrique, les conflits armés persistent dans les zones en proie à l'insécurité.

2.2. De l'intervention militaire des Etats-Unis en Afrique

Les Etats-Unis ont mené des opérations militaires en Afrique de l'Est et au Nord-Ouest de l'Afrique, soit directement ou indirectement, en s'appuyant sur les forces nationales pour ramener la paix dans les endroits non gouvernés.

Depuis la guerre froide, les menaces contre les intérêts américains ont surgi avec les activités d'Oussama Ben Laden et d'Al-Qaida au Soudan de 1991 à 1996, les attentats contre les ambassades en 1998, contre l'Uss Cole en 2000, et l'attaque du 11 septembre. Ces trente dernières années, la culture stratégique des Etats-Unis a reposé sur la doctrine Powel, selon laquelle les interventions américaines exigeaient le déploiement d'une force écrasante à tout moment et en tout endroit si les intérêts nationaux américains sont sous le coup de la menace grave (Stephen, 2018, p.11).

Après le 11 septembre 2001, Washington a renforcé les moyens de lutte contre les groupes extrémistes violents dans les espaces dit non gouvernés en Somalie et dans les zones voisines.

Selon l'administration, la menace terroriste provenait davantage de Somalie et d'Afrique de l'Est que de la bande sahélo-saharienne. L'établissement de la CJTF-HOA à Djibouti par le département de la Défense et de CENTCOM ont permis au commandement américain des opérations spéciales, le *US Spécial operations command*, de conduire des opérations contre Al-Qaida et d'autres groupes extrémistes dans la région (Stephen, 2018, p.12).

Avant 2006, la menace de OEV en Somalie et en Afrique de l'Est n'était pas aussi grande que prévu. La CJTF-HOA changea d'approche et adopta une campagne *hearts and mind* (visant à gagner le cœur et l'esprit de la population) plus indirecte et participative, axée sur le forage de puits pour les communautés pastorales et a contribué moins efficacement aux objectifs américains de sécurisation des espaces non gouvernés d'Afrique de l'Est (Stephen, 2018, p.12).

Ces actions sécuritaires visaient à mettre un terme à l'extrémisme et éviter la progression vers la partie sud de l'Afrique.

La politique d'intervention militaire des Etats-Unis en Afrique a toujours été adaptée à la philosophie du Président en exercice, ainsi de Bush à Biden en passant par Obama et Trump les ambitions sécuritaires sur le continent noir de Washington n'étaient pas les mêmes.

L'année 2016, marque l'arrivée des républicains à la maison blanche après huit ans de règne du parti des démocrates – de ce fait, la politique étrangère américaine va prendre une autre direction suite à la nouvelle vision du nouveau locataire du bureau ovale. Avec comme slogan *« american first »*. Ce qui aura des répercussions sur les relations diplomatiques avec l'ensemble des pays africains.

Pour la première de l'histoire les Etats-Unis vont décider de réduire le nombre des soldats américains sur le sol africain sous l'administration Trump. Soit 10% de troupes américaines quitteront le continent. La porte-parole du Pentagone, Candice Tresch l'avait indiqué au cours d'un point de presse en précisant que les missions de lutte contre le terrorisme dans les régions telles que la Somalie, Djibouti et la Lybie resteraient en grande partie les mêmes (Le point, 2020).

Cette décision a rendu quasi inexistante l'influence militaire américaine dans le continent africain.

Ainsi Eric Rouby et Adrien Schu qualifient la politique étrangère de Donald Trump comme le fruit d'un processus chaotique, improvisé et fortement centralisé. Elle serait le fait d'un Président impulsif qui gouverne à l'instinct avec peu de consultations préalables (Adrien et Eric, 2019).
En 2020, le nouveau Président élu des Etats-Unis, Joe Biden était arrivé à la magistrature suprême dans un contexte d'isolement de son pays sur la sphère internationale – suite à la diplomatie menée par son prédécesseur. A cet effet, il avait du pain sur la planche en vue de redorer l'image ternie de son pays sur l'échiquier mondial, notamment en Afrique.

Avec le nouveau locataire de la maison blanche, les relations militaires entre Washington et l'Afrique ont repris.

Lors du 2ème sommet Etats-Unis-Afrique, qui a eu lieu à Washington du 13 au 15 décembre 2022, les Etats-Unis ont recherché à confirmer leur retour en Afrique après des années de négligence et après avoir réalisé l'importance de l'influence des autres superpuissances mondiales sur le continent noir, décrypte Alaa Goma (Alaa, 2023).

En somme, la présence des troupes militaires des anciennes puissances coloniales se justifie sous deux angles, le premier est la volonté de ces Etats du Sud qui sollicitent de l'aide militaire aux pays du nord suite à une insécurité devenue une épine omniprésente, et le deuxième angle vise la protection des intérêts occidentaux dans les zones touchées.

3. Vers inéluctable hégémonie de la Fédération de Russie dans l'intervention militaire internationale en Afrique ?

L'Afrique est le seul continent au monde qui regorge plus d'armées étrangères sur son sol. Cette militarisation ne fait pas l'unanimité au sein de la classe dirigeante et de la société dans sa globalité.

La situation sécuritaire qui sévit en Afrique, a fait de cette dernière un centre des combats géopolitiques et d'intérêts économiques et politiques. Car il est sans ignorer que l'Afrique est l'une des régions du monde les plus convoitées en ce qui concerne les matières premières utiles à la transition énergétique, mais aussi sur les questions de la géopolitique mondiale.

Pour se faire une place dans ce continent si important pour l'avenir de l'humanité, les acteurs internationaux utilisent plusieurs approches, entre autres l'approche militaire ou encore sécuritaire.

En matière de la coopération militaire avec l'Afrique, les puissances occidentales ont toujours joué le rôle de premier plan, étant ainsi des partenaires privilégiés de l'Afrique dans ce domaine depuis plusieurs années. Cependant, depuis un certain moment les choses semblent tourner autrement, les Etats africains manifestent amplement leur désir de chercher d'autres partenaires à travers le monde. Développant une attitude de non-ingérence dans les affaires internes des pays africains et l'approche non paternaliste contrairement à l'occident, ont fait de la fédération de Russie e un allié militaire de premier rang des africains.

Cette nouvelle ère a suscité une vague des manifestions anti-français par les populations locales et contre les missions des nations-unies sur le continent. De Dakar à Bangui, en passant par Ouagadougou et Bamako on assiste à une montée en puissance des manifestations anti-France. Sur ce, plusieurs faits sur terrain prouvent à suffisance le dégoût de la population envers la politique étrangère de la France en Afrique.

Guiffard, note que les attaques contre l'ambassade de France à Ouagadougou et l'institut Français de Bobo Dioulasso, le 1er octobre 2022, les manifestations régulières au Mali, au Burkina Faso ou au Niger contre la présence française, le pillage des magasins français à Dakar, en mars 2021 ou les nombreuses invectives contre des responsables politiques français seraient l'illustration d'un sentiment anti-français (Guiffard, 2023).

A bas le néocolonialisme, A bas le franc CFA, A bas la Francafrique, de milliers de slogans resplendissent lors des manifestations contre la présence française au Sahel. Au cours de ces manifestations, les manifestants hostiles au pouvoir de Paris scandaient le nom de la Russie, lui demandant de l'aide, en exhibant son drapeau. Dans la foulée de ces soulèvements populaires contre l'hégémonie française en Afrique et l'inaction de pays de Macron dans la résolution de la crise sécuritaire au Mali, les relations diplomatiques entre les deux pays se sont dégradées. Et l'ambassadeur français a été expulsé par les autorités maliennes en janvier 2023.

Les missions de maintien de la paix de l'ONU en Afrique ne sont pas épargnées par les manifestations, exigeant ainsi leur départ sur le sol africain, c'est le cas de la MONUSCO, mission des nations unies pour la stabilité au Congo, la MINUSMA au Mali, etc.

La chaine de télévision France 24, explique depuis le 25 juillet, des manifestants accusent les casques bleus d'inefficacité dans leur mission de neutralisation de la centaine de groupes armés

locaux et étrangers, ont saccagé et pillé des installations de la mission de l'ONU en RDC (Monusco) à Goma et Butembo. Deux personnes ont été tuées sur place et 15 blessées dont un a succombé à ses blessures portant le bilan à trois morts et 14 blessés (France 24, 2023).

L'influence russe sur le continent ne s'étend pas seulement sur l'asphère sécuritaire ou les accords militaires, mais également sur la coopération culturelle, académique et médiatique. A travers, ses deux grands medias internationaux, RT et Sputnik, la Russie mène une guerre médiatique contre l'occident.

En décembre 2022, deux clips de nature propagandiste ont apparu sur la toile, décrivant la France comme un envahisseur qui débarque en Afrique afin de brader les ressources de ses anciennes colonies. Et ces dernières résistent grâce à l'appui du groupe Wagner. Ce scenario présente le pouvoir de Paris en trois facettes, en premier lieu comme un serpent, en deuxième lieu comme un rat et en troisième lieu comme une armée de squelettes.

Au vu de ce que nous venons de décrire l'hégémonie de la fédération de Russie sur l'intervention militaire internationale en Afrique semble être inéluctable.

3.1. Coopération militaire entre la Russie et l'Afrique

Au début du siècle, l'Afrique n'était aux yeux de la Russie qu'un simple théâtre de confrontation de l'époque de guerre froide. Cette période étant terminée, la Russie ne voyant pas d'importance stratégique ou spécifique pour l'Afrique dans sa politique étrangère. Cette position est cohérente avec les précédentes, ni les tsars ni l'URSS n'ont jamais accordé d'importance à l'Afrique en dehors de circonstances spécifiques découlant de l'animosité ou de la rivalité que la Russie a toujours entretenue avec l'occident. Toutefois, ce semblant d'indifférence ne s'appliquait pas à tous. Certains alliés de l'URSS ont conservé certains privilèges même avec l'Etat continuateur de la Russie, notamment en matière militaire (Abdelhak, 2023).

Les relations militaires entre la fédération de Russie et le continent africain ont pris une autre tournure dans le deuxième mandat de Poutine, après une mini–tournée en Afrique en septembre 2006, qui avait débuté en Afrique du Sud, puis au Maroc. Et les sanctions infligées à Moscou par l'occident suite à la guerre en Ukraine ont amplifié ce rapprochement avec le sud.

Daly Sarah, explique au cours de la dernière décennie, les accords bilatéraux entre les Etats africains et la Russie ont de plus en plus intégré des stipulations relatives à la sécurité et à la défense. Il s'agit notamment d'accords de coopération militaro-technique, qui établissent les mécanismes de transfert d'armes et de matériels, ainsi que de formation et d'éducation – autant d'éléments qui profitent politiquement à Moscou. A Sotchi, Poutine s'est vanté que la Russie avait signé de tels accords avec plus de trente pays africains. Dans certains cas, la Russie supplante l'aide occidentale à la sécurité lorsque les Etats sont confrontés à des embargos sur les armes ou à des sanctions. Par exemple, la Russie a renouvelé sa coopération bilatérale en matière de sécurité avec le Soudan en février 2022, quatre mois après que les Etats–Unis aient interrompu leurs livraisons d'aide lorsque les militaires ont déposé un gouvernement civil de transition (Daly, 2023).

En avril 2022, le Cameroun a renouvelé un accord de coopération militaire avec la Russie. Les Etats–Unis ont réduit l'aide militaire au Cameroun en 2019, en raison des violations des droits de l'homme commises dans le cadre des opérations antiterroristes du Cameroun et des mesures de répressions contre les séparatistes anglophones (Daly, 2023).

La fédération de Russie a également signé des accords militaires avec d'autres pays africains, comme la République Centrafricaine, le Mali avec le gouvernement de transition, l'Ethiopie en 2021 suite au conflit qui l'opposait au Tigré mais aussi avec le Nigeria, pour ne citer que ces Etats.

Les ventes et les transferts d'armes russes représentent une part importante des accords de coopération militaro–technique avec les Etats africains et offrent des avantages mutuels. L'Afrique peut importer les équipements et les armes dont elle a besoin souvent à un prix compétitif et avec peu de conditions, tandis que la Russie renforce sa base industrielle de défense et cimente la bonne volonté des nations partenaires. Selon les données de l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), depuis 2010 la Russie est devenue l'un des principaux exportateurs d'armes vers l'Afrique et a vendu des équipements à au moins vingt–quatre pays africains. Les Etats africains sont de gros clients pour les entreprises de défenses russes, ses troisièmes et quatrièmes clients mondiaux sont l'Egypte et l'Algérie. De 2017 à 2021, la Russie a représenté 44% des principales exportations d'armes vers l'Afrique, mais seulement 24% des exportations d'armes au niveau mondial. Dans l'année qui a suivi le sommet de Sotchi, le fabricant de défense

public russe aurait signé des contrats d'une valeur de 1,7 milliard de dollars en Afrique (Daly, 2023).

Outre le transfert et la vente d'armes, la coopération militaire entre la Russie et le continent africain se résume aussi dans l'intervention militaire de l'Etat russe dans les pays touchés par les conflits armés – c'est le cas en République Centrafricaine, en Libye, au Mali où l'armée russe a intervenu pour appuyer les forces nationales en vue de restaurer la paix dans les régions de ces pays victimes des attaques rebelles. Dont nous allons mettre l'accent dans la section qui suit.

3.2. Wagner au service du gouvernement Russe ?

La première question que l'on se pose est celle de savoir, si l'Etat russe dans son intervention militaire en Afrique fait recours au groupe militaire Wagner ?

Depuis quelques années, les rapports des organisations de droits de l'homme évoquent la présence d'un groupe militaire russe dans les zones de combats à travers le monde, que ça soit en Afrique ou au moyen orient, etc. Les mêmes rapports disent que ces mercenaires agissent au nom et pour le compte du gouvernement russe. En outre, il existe des liens étroits entre le président russe Poutine et le patron du groupe paramilitaire Wagner Evgueni Prigojine.

Dans le passé la fédération de Russie a déjà fait appel aux acteurs hors l'Etat dans le but d'atteindre ses ambitions sur le plan politique et économique.

Avant 1917, ces forces étaient principalement composées de Cosaques et de peuples non russes qui accomplissaient des missions diverses, de la surveillance des frontières à la répression des émeutes et à la protection personnelle du tsar. Pendant la guerre froide, les instructeurs militaires (des militaires en service actif) sont devenus partie intégrante de la coopération militaro–technique Soviétique avec les pays en développement cherchant à obtenir leur indépendance. Après, 1991, l'Etat russe a employée sans grand succès des forces mercenaires mal organisées (Sergey, 2019).

L'histoire des sociétés militaires privées (SMP) dans la Russie post Soviétique est complexe et opaque la formation de ces entités, jamais légalisée n'a pas de point de départ unique, ni d'organisation ou agence originelle à laquelle on puisse remonter. Leur émergence et leur développement doivent être plutôt attribués à une combinaison de facteurs et d'évènements souvent interdépendants, notamment les conflits régionaux qui ont éclaté sur les ruines de l'Union

Soviétique, en 1990 la criminalisation de la société russe s'est traduite par l'émergence d'armées privées au service de l'oligarchie naissante, et la privatisation de la sécurité accompagnée par l'apparition et de la multiplication des sociétés de sécurité quasi privées (Sergey, 2020).

Dans son article intitulé, l'armée Wagner au service de la diplomatie sournoise de la Russie ? Hugues Henri estime que l'omniprésence de mercenaires russes dans différents contextes de crises et sur différents continents, traduit la volonté de Vladimir Poutine d'intervenir de façon masquée afin de gérer et de déséquilibrer les gouvernements occidentaux dans leurs actions extérieures sur des théâtres de guerres ou de crises extérieures à l'Europe.

Dans chaque zone de combats où est déployée l'armée russe, les militaires du groupe Wagner sont présents. La guerre en Ukraine l'a démontré.

En 2019, selon le site russe Meduza, 300 hommes du groupe Wagner prennent part à la bataille de Tripoli aux côtés des forces de l'armée nationale libyenne du maréchal Haltar et au moins 35 d'entre–eux auraient été tués en Septembre. Entre novembre 2019 et juillet 2020, selon un rapport de l'ONU, la Russie a accru son soutien logistique au groupe Wagner en Libye, quelques 338 avions cargo militaires partent de Syrie pour la Libye afin d'aider les combattants du groupe Wagner. En août 2021, BBC News prend possession d'une tablette numérique abandonnée sur un champ de bataille en Libye. Selon le journaliste chargé d'analyser ces contenus, la tablette aurait été utilisée par un combattant du groupe Wagner. Plusieurs lieux de combats sont identifiés sur des cartes, ainsi que des lieux minés. Selon des anonymes du journaliste, jusqu'à 1000 combattants du groupe auraient participé à des combats en Libye. A partir de 2018, des mercenaires du groupe Wagner sont présents en Centrafrique, où ils participent à la formation de militaires de l'armée centrafricaine. Wagner ouvre ses bases arrières dans le pays, notamment dans des zones diamantifères comme bria, toujours aussi désintéressé. En décembre 2020, les mercenaires de Wagner, appuyés par deux hélicoptères Mi–8 de l'armée russe, s'engagent aux côtés de l'armée centrafricaine, des forces de la MINUSCA et des forces rwandaises contre les rebelles et empêcher la tenue des élections présidentielles et législatives (Hugues, 2022).

Jean Baptiste, note que le 23 décembre 2021, la France ainsi que 15 autres Etats impliquées dans la lutte anti djihadiste au Sahel ont condamné le déploiement de mercenaires sur le territoire malien et affirme avoir connaissance de l'implication du gouvernement de la Fédération de Russie dans

la fourniture d'un soutien matériel au déploiement du groupe Wagner au Mali (Jean-Baptiste, 2022).

La présence de Wagner sur le sol malien se justifie par les accords de coopération militaires bilatéraux signés entre la Russie et le Mali ces derniers temps.

La société privée militaire russe Wagner est si remarquable au Soudan comme elle l'est dans d'autres régions de l'Afrique.

La BBC, se référant au chef de la SMP russe RSB (qui travaillait en Libye et dans certaines régions d'Afrique) Oleg Krinitsine, a rapporté que des membres d'une SMP russe (supposément le groupe Wagner) étaient effectivement présents au Soudan. Des informations similaires ont été fournies par le Service de sécurité ukrainien (SBU), qui a déclaré qu'en 2018, environ 300 membres du groupe Wagner auraient entrainé les forces armées locales au Soudan (Sergey, 2022).

Après sa tentative de putsch manquée pour renverser le pouvoir du Kremlin, le chef du groupe Wagner Evgueni Prigojine est apparu dans une vidéo soulignant qu'il continuera de travailler avec l'Afrique afin d'imposer la domination russe dans le monde et quelques heures il est mort lors d'un crash de son jet privé.

Par conséquent, au regard des faits épinglés ci-haut nous pouvons en déduire que ce groupe militaire servirait les intérêts de Moscou à travers le monde, notamment en Afrique.

3.3. Services militaires contre dividendes économiques

La présence russe sur le sol africain est plus globale, elle va au-delà de l'aspect sécuritaire. Elle englobe aussi les secteurs commercial et diplomatique.

Le retour de la Russie en Afrique ne se limite pas à l'annulation de la dette et à la vente d'armes. En 2018, les échanges commerciaux entre la Russie et le continent africain ont atteint 20 milliards de dollars et ses investissements ont atteint 5 milliards de dollars (bien loin des 130 milliards de dollars investis par an par la Chine). Sa capacité à offrir des technologies recherchées par ces pays lui confère une place de choix. Par exemple, elle coopère avec l'Algérie, le Nigeria, la Zambie ou l'Egypte dans le domaine nucléaire. De plus, ses entreprises sont particulièrement présentes dans l'exploitation de minerais, de pétrole ou de gaz. Gazprom, Rosnef ou Lukoil sont ainsi très actives au Sahara, en Afrique du Nord, au Nigeria ou au Ghana (Jean-Baptiste, 2022).

Le magazine Mediapart, décrypte que des individus liés à la société militaire privée russe ont créé un bureau d'export de diamants en 2019. Officiellement, son volume d'activité est très modeste. Officieusement plusieurs acteurs du secteur décrivent un système de prédation qui s'étend. Depuis son entrée dans la RCA en 2018, Wagner s'est propagé pour participer à des multiples aspects des secteurs économiques et sécuritaires du pays. Ce faisant, le groupe Wagner a aidé la Russie à contourner les sanctions internationales imposées après l'invasion de l'Ukraine de 2022, en effectuant le blanchiment de l'or et des diamants centrafricains pour financer l'effort de guerre de la Russie. Dès le départ, l'intérêt de la Russie consistait à échanger les services paramilitaires de Wagner en RCA contre des avantages économiques, déclare Catrina Doxsée, directrice associée et Fellow associée du projet des menaces transnationale au Center for strategic and international Studies (CSIS), à ADF dans un e-mail (mediapart, 2023).

La société Lobaye Invest affiliée à Wagner a pris le contrôle des mines d'or et de diamant très souvent en chassant ou tuant les mineurs artisanaux qui comptaient sur ces revenus. Les opérations d'extraction liées à Wagner produisent une somme annuelle estimée à 1 milliard de dollars. Dans le cadre de l'accord entre le gouvernement de la RCA et Wagner, les mines financent les opérations du groupe mercenaire. Ce même accord exempte Wagner de tout paiement d'impôt sur les ressources qu'il extraie, ce qui force les citoyens de la RCA à subir les dommages environnementaux et sociaux provoqués par les mines. Diamville, autre affiliée de Wagner, expédie l'or et les diamants hors de la RCA vers d'autres pays, souvent au Moyen-Orient où ils sont convertis en argent et déposés dans le coffre de guerre du président russe Vladimir Poutine. Selon des recherches par Anjan Sundaran, expert de la RCA (mediapart, 2023).

En 2017, le Président soudanais de l'époque Omar al-Bashir, a signé une série d'accords avec le gouvernement russe lors d'une visite à Moscou. Il s'agissait, notamment d'un accord permettant à la Russie d'installer une base navale à Port-Soudan, sur la mer Rouge, ainsi d'accords de concession sur l'exploitation de l'or entre la société russe M Invest et le ministère soudanais des Minéraux. Le Trésor américain affirme que M Invest et une filiale, Meroe Gold sont des façades pour les activités du groupe Wagner au Soudan, troisième producteur d'or d'Afrique. Yvgeniy Prigozhin et son réseau exploitent les ressources naturelles du Soudan à des fins personnelles et répandent une influence malveillante dans le monde entier, a déclaré Steven Mnuchin, alors secrétaire au Trésor, en 2020. Selon une enquête de CNN, de l'or a été transporté par voie terrestre

vers la République Centrafricaine (RCA), où Wagner est connu pour opérer. Des exportations qui ne sont pas enregistrées dans les données commerciales officielles du Soudan (BBC Afrique, 2023).

Cette approche de la Russie peut mettre en péril le tissu économique des Etats africains surtout après la pandémie du COVID 19 et actuellement avec la guerre en Ukraine, comme notent Laila BENNIS et Kaoutar SABONI que l'économie mondiale traverse ces dernières années sous toutes ces formes. Une crise sanitaire COVID 19, qui est toujours dans la phase de récession, suivi par une crise politique entre l'Ukraine et la Russie en 2022, qu'elle a provoqué un choc inflationniste, enchainée par les manifestations d'une crise financière après l'effondrement en bourse du crédit Suisse, l'année en cours (Kaoutar et Laila, 2023).

Cependant, la fédération de Russie jusqu'à preuve du contraire est en train de devenir un partenaire militaire de premier plan des pays africains, essayant ainsi d'imposer son hégémonie face aux caciques occidentaux. Et pour le Kremlin tous les moyens sont bons pour atteindre ses objectifs, c'est dans ce sens que le pouvoir de Moscou utilise les paramilitaires pour une éventuelle aide militaire et en contrepartie elle exploite les ressources naturelles des Etats dans lesquels elle intervient.

Conclusion et recommandations

Après les indépendances, les pays africains ont été plongé dans des crises sécuritaires accablantes dû en l'absence d'un système sécuritaire ne répondant pas aux attentes de besoins liés à la sécurité de ces Etats. Parfois, avec un personnel mal formé, mal équipé, non professionnel ou encore non motivé. Ainsi, la faiblesse de l'appareil étatique a déclenché à des conflits armés.

Les ressources naturelles utiles à la transition énergétique que regorge l'Afrique, attirent la convoitise des acteurs internationaux, qui sèment la terreur dans les différents pays en vue de s'accaparer. Dépourvus, d'un arsenal militaire adéquat, les nations africaines ont du mal à contenir ce fléau permanant sur leurs territoires respectifs – les poussant de sous-traiter leur sécurité, en sollicitant une aide militaire étrangère.

De la France aux nations unies en passant par les Etats Unis et la Russie, on a assisté à un balai d'intervention militaire internationale sur le sol du continent africain depuis un certain moment.

Des grandes puissances ont déployé leurs armées dans les zones touchées par les conflits armés, comme le cas au Mali en 2013 avec l'opération Serval menée par la France, ensuite en 2014 avec l'opération Barkhane avec ses alliés, l'intervention en Libye par la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni en 2011, le déploiement de l'armée française en République Centrafricaine, etc.

Dans le but de restaurer la paix et l'intégrité territoriale, les anciennes puissances coloniales à l'occurrence la France et les Etats-Unis ont toujours été des alliés privilégiés de l'Afrique depuis plusieurs décennies. A côté d'eux il y a également les missions des nations unies pour le maintien de la paix dans le monde. Après, tant d'années de la présence des troupes étrangères dans le continent noir – la situation sécuritaire ne change guère. Face à cet échec ou incapacité des grandes puissances occidentales de faire régner la paix – la population en générale et les gouvernants africains en particuliers ont manifesté leur ferme volonté de s'en débarrasser, afin de tisser des nouvelles coopérations militaires à travers le monde.

Pour ce, depuis un certain temps l'intervention militaire internationale en Afrique a pris une autre direction, les pays de l'occident sont relégués au second rang au détriment de la Fédération de Russie. Durant ces dernières années les relations militaires entre les gouvernements africains et le gouvernement russe ce sont amplifiées. Plusieurs accords militaires bilatéraux ont été signé, notamment avec le Mali, l'Egypte, le Soudan, la RCA, etc. et s'en est suivi le déploiement des militaires russes dans ces différents pays. Avec cette présence militaire, la fédération de Russie devient un partenaire privilégié de l'Afrique en matière, assurant ainsi son hégémonie dans l'intervention militaire dans le continent.

Nonobstant cette énième présence militaire étrangère, le tableau de bord de la sécurité dans la majorité des Etats africains demeure sombre – car jusque-là les résultats de l'intervention russe sont moins satisfaisants.

Il sied de noter que l'absence sur le plan militaire des organisations régionales et sous régionales africaines dans les coins touchés par les conflits armés d'un côté et l'absence d'une politique publique adéquate sur le plan sécuritaire de l'autre, ont occasionné l'hégémonie des armées de puissances occidentales.

Tout au long de cette étude nous avons tenté de démontrer l'encrage qu'a la présence militaire étrangère en Afrique et en quoi cela peut être un inconvénient pour les pays africains.

Il est incompréhensible de sous-traiter la sécurité d'un Etat, pour la simple raison cela requiert de la souveraineté nationale, par ailleurs il est très important d'entretenir des coopérations militaires bilatérales gagnant-gagnant, car aucun pays dans le monde ne peut vivre dans l'autarcie, en lieu et place de déployer les armées extérieures sur son territoire.

Outre l'aspect sécuritaire, l'Afrique attire du monde sur les questions de la géopolitique mondiale, d'ailleurs le vote des Etats du sud à l'assemblée générale des nations unies sur la condamnation de la Russie sur son agression à l'Ukraine a fait un tollé au sein de la scène internationale. Mais aussi les intérêts commerciaux étant donné que c'est un continent en pleine mutation.

En épilogue, nous estimons que la réforme du système sécuritaire africain n'est pas seulement nécessaire, mais aussi indispensable car son émergence en dépend, il n'y a pas de développement sans paix dit-on.

Il appert qu'en débouchant à un changement fondamental dans la manière de percevoir la sécurité et la mise en place d'un programme de gouvernance qui met les citoyens au nœud de toute action liée à la sécurité, rendra les Etats stables, en leurs ouvrant au développement. Car ce dernier s'accommode avec la paix. Et pour sortir les Etats africains de ce carcan de dépendance militaire vis-à-vis des puissances occidentales ce papier suggère des pistes des solutions ci-après :

- L'instauration de la bonne gouvernance dans chaque Etat (c'est-à-dire la structuration de l'appareil de l'Etat) ;
- Une réforme approfondie de l'armée de chaque Etat ;
- La mise en place d'un budget conséquent uniquement consacré à la sécurité ;
- La mise en œuvre d'une école de formation pour chaque pays répondant aux standards internationaux avec des équipements sophistiqués ;
- Mettre en place une armée bien équipée, mieux motivée, professionnelle, disciplinée et rajeunie ;
- Renforcement du dispositif de chaque armée ;
- Mettre en place un service de renseignement efficace ;
- Créer un organe militaire régional (qui sera composé des armées nationales de chaque Etat dans le but d'intervenir lorsqu'un pays membre est touché, afin d'assurer la sécurité collective du continent) ;

- La fabrication d'une arme dissuasive (nucléaire) pour cet organe militaire régional.

In fine cette modeste étude aura permis aux décideurs africains de mettre en place des politiques publiques idoines, afin d'endiguer de manière définitive ce fléau qui ronge le continent depuis les décennies.

Cet article propose, une approche systématique de bouleversement d'hégémonie sur le plan géopolitique, sous l'angle de la sécuritaire.

Loin de prétendre aucunement d'avoir élagué tous les aspects relatifs à la problématique de l'intervention militaire internationale en Afrique, contraire cette étude ouvre des brèches qui feront l'objet d'autres recherches – Nous proposons aux futures études de se pencher sur les questions telles que la coopération régionale en matière de sécurité, la lutte contre les conflits ethno-tribale, l'évaluation de la présence militaire russe en Afrique.

Références bibliographiques

Abdelhak, B. (2023). Les relations militaires entre la Russie et l'Afrique, avant et après la guerre en Ukraine. Atlantic council Africa Center (Ed.), p.6.

Alaa Goma, (2023). Le Sommet Etats-Unis-Afrique : motifs et résultats in Perspectives Africaine, numéro 55, p.58.

B. Sambe, (2020). Crise malienne, origines, développements et répercussions dans la sous-région. Rapport de l'institut norvégien des relations internationales sur l'évaluation de l'efficacité de la MINUSCA, p.7.

BBC Afrique, (2023). Wagner au Soudan : Que font les mercenaires russes ?

Daly, S. (2023). Stratégie de Sécurité et activités de la Russie en Afrique. Atlantic council Africa Center (Ed.), p.10.

Eric R. et Adrien S., (2019). Rendre compte de la politique étrangère américaine à l'ère de Trump : le cas des relations avec l'Amérique centrale et la Caraïbe, openedition journals (Ed.), p.2.

France 24, (2023). RD Congo : les manifestations anti-ONU dans l'est du pays font plus de trente morts.

Gérard B. (2015). Etats fragiles et interventions pour la paix en Afrique entre construction hégémonique et corruption politique : le cas du Burundi. In Gouvernance et sécurité en Afrique Subsaharienne francophone entre corruption politique et défis sécuritaires, Université des Nations Unies pour la paix (Ed.), (p.35). Addis Abeba.

H. Henri, (2022). L'armée Wagner au service de la diplomatie sournoise de la Russie ?, Academia (Ed.), p.10.

Institut norvégien des relations internationales, (2020). Rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la MINUSCA, p.7.

IRSEM, (2013), Réflexion sur la crise libyenne, sous la direction de Pierre Razouz, n°27, p.14.

Jean-Baptiste R. (2022). Russie/Afrique : une relation ancienne mise en lumière par l'intervention du groupe Wagner au Mali, p.4.

J. Guiffard, (2023). Le sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest, reflet de la confrontation autoritaire contre l'occident collectif, Institut Montaigne, p.1.

Kaoutar Saboni et Laila Bennis, (2023). Les crises financières et leurs modalités de gestion : Une revue de littérature, revue internationale des Sciences de Gestion, vol.6, numéro 4, p.1043.

Le Point, (2020). Terrorisme : les Etats-Unis vont réduire le nombre de leurs soldats en Afrique.

Mediapart, (2023). En Centrafrique, le groupe Wagner étend son emprise sur le secteur du diamant.

Mwadi, B. (2020). Mondialisation compétitive et quête de minerais stratégiques, le cobalt de la RDC au cœur des nouveaux enjeux mondiaux, vers le piège des ressources ? International Journal of management Sciences and Business Research (Ed.), Vol-9, p.53.

Roland Marchal, (2023). Centrafrique : La fabrique d'un autoritarisme, CERI numéro 268-269, p.4.

S. Sukhankin, (2019). The Russian State's Use of irregular Forces and Private Milatary Groups From Ivan the terrible to the Soviet Period, the James town Foundation, disponible sur www.jamestown .org.

S. Sukhankin, (2020). Sociétés militaires privées russes en Afrique Subsaharienne, atouts, limites, conséquences, Ifri, p.14.

Stephane S. (2015). Opération Serval une analyse de la stratégie française contre les djihadistes du Mali, ASP Afrique, p.2.

Stephen Burgess, (2018). L'intervention militaire en Afrique : analyse comparée de la France et des Etats-Unis, ASPJ Afrique & Francophonie, p.11.